

Circulaire du 15 juin 1999 concernant les pratiques artistiques des amateurs dans le domaine du théâtre, de la musique et de la danse.

La ministre de la culture et de la communication
à

Madame et messieurs les préfets de région (direction régionale des affaires culturelles)

La prise en compte des pratiques artistiques en amateur est constitutive de la politique menée par le ministère de la culture et de la communication en faveur du spectacle vivant.

Conformément aux orientations définies dans la circulaire générale sur les pratiques artistiques des amateurs, votre action en matière de spectacle vivant s'attachera à offrir des qualifications et un encadrement adapté aux pratiques des amateurs. Elle veillera à la mise à disposition de ressources et de services contribuant à l'épanouissement et au renouvellement de ces pratiques. Le soutien de l'Etat ne devra prendre ainsi qu'exceptionnellement la forme d'une aide financière directe. Votre action sera entreprise nécessairement dans un cadre partenarial avec les collectivités locales et les autres départements ministériels concernés.

I - La prise en compte de situations différentes suivant les disciplines artistiques du spectacle vivant.

La configuration des pratiques artistiques dans les trois domaines du spectacle vivant et l'histoire de leur prise en charge par le ministère de la culture et de la communication se présentent de façon différenciée.

Les pratiques musicales ont fait l'objet d'une attention particulière du ministère depuis plusieurs années. Le réseau de l'enseignement spécialisé, dont la première mission est de former des amateurs, a été renforcé et structuré.

Dans le cadre de politiques négociées avec les collectivités territoriales, de nombreuses structures ont été créées pour accompagner les pratiques des amateurs en termes de formation, de documentation et de projets communs avec des artistes professionnels (Centres d'art polyphonique, Centres de pratiques instrumentales pour les amateurs, pôles de musiques traditionnelles et pôles de musiques actuelles, complétant ainsi l'action engagée par les associations départementales et régionales pour le développement de la musique...).

Par ailleurs, la collaboration avec les Fédérations musicales a permis des avancées communes, notamment dans le domaine de la professionnalisation de l'encadrement des pratiques.

Ces actions doivent être évaluées, poursuivies et développées en privilégiant notamment la synergie entre les différents types de réseaux - élément clef de la professionnalisation de l'accompagnement des pratiques musicales -, le soutien aux formes nouvelles d'expression musicale.

Les pratiques de danse sont multiples. Elles sont portées essentiellement par les réseaux associatifs et privés et encore trop peu présentes dans le secteur de l'enseignement public spécialisé.

En revanche, des collaborations avec les équipes chorégraphiques en résidence dans les structures culturelles se multiplient et permettent des avancées dans le domaine des pratiques créatives.

Les priorités d'action se porteront sur la progression significative de l'offre et de sa diversité dans le réseau de l'enseignement spécialisé, la facilitation des pratiques créatives en collaboration avec les compagnies professionnelles et la mise en place de formations adaptées à l'encadrement des formes chorégraphiques nouvelles.

Les pratiques théâtrales des amateurs, dont le suivi administratif relève du ministère de la jeunesse et des sports, n'ont encore jamais été prises en compte officiellement par celui de la culture et de la communication. Il s'agit donc ici d'engager une action globale, en tenant compte de toutes les ressources existantes.

Elargir le réseau de formation initiale, favoriser l'ouverture aux écritures contemporaines en rapprochant les auteurs et les praticiens amateurs, développer les rencontres avec les équipes professionnelles, mettre en place des structures-relais ayant une fonction fédératrice ou coordinatrice au niveau territorial efficace, seront les axes prioritaires de l'action ministérielle. Enfin, des pratiques importantes se développent dans le domaine du cirque et des arts de la rue. Il revient au ministère de les prendre en compte en s'attachant à la qualification de leur encadrement et aux bonnes conditions de leur exercice.

II - L'élaboration de plans régionaux de développement des pratiques artistiques des amateurs.

Les actions menées pour répondre aux besoins des amateurs sont nombreuses, diverses mais souvent mal connues et cloisonnées dans le cadre de réseaux encore trop étanches les uns aux autres. Leurs complémentarités sur un territoire, local ou régional, ne sont pas suffisamment pensées et organisées. Leur évaluation en terme d'efficacité et d'aménagement du territoire est rarement faite. Il est donc indispensable de mieux connaître les actions existantes pour pouvoir les renforcer voire les réunir.

L'élaboration, dans chaque région, de plans de développement des pratiques des amateurs doit permettre de réunir les partenaires et d'accompagner ces pratiques dans une logique territoriale. Ils constitueront le cadre pluriannuel d'une action cohérente du Ministère de la Culture et de la communication dans le domaine des pratiques amateurs en musique, danse et théâtre.

Sur la base de l'évaluation de l'existant ces plans ont pour objectifs de :

- connaître et faire connaître les pratiques locales ;
- inciter aux échanges et aux collaborations notamment avec les équipes artistiques professionnelles ;
- mieux adapter les écoles de l'enseignement spécialisé aux besoins en formation des amateurs ;
- soutenir les expériences novatrices et répondre aux attentes nouvelles.

La mise en œuvre de ces plans s'articulera donc autour de trois axes :

- a) - Un état des lieux préalable pour une meilleure connaissance ;
- b) - Le soutien au développement de centres de ressources ;
- c) - La mise en réseau territorial des équipes et des actions d'accompagnement.

a) Etat des lieux et priorité donnée à l'information.

L'état des lieux, mené dans une dynamique de concertation, est une première étape, indispensable, de tout développement. Il répond à un triple objectif :

- identifier avec précision les réalités sociales, économiques et culturelles que recouvrent les pratiques artistiques des amateurs et, par ce travail de repérage, répondre à la forte demande de reconnaissance notamment dans les secteurs du théâtre et des cultures émergentes (hip-hop, musiques actuelles),

- dresser une “cartographie” des ressources actuellement offertes et repérer les besoins,
- offrir l'occasion de collaborations avec le ministère de la jeunesse et des sports et les collectivités concernées et favoriser des liens entre les différentes structures impliquées sur le champ des pratiques en amateurs.

En musique et en danse, il conviendra de s'appuyer sur les associations départementales et régionales de développement de la musique et de la danse (ADDM et ARDM). Dans le champ des pratiques vocales, les expériences en cours menées par les centres d'art polyphonique seront soutenues et élargies.

Dans le domaine théâtral, les états des lieux feront l'objet d'une demande de partenariat avec les services de la jeunesse et des sports et les fédérations d'éducation populaire et d'un rapprochement avec les collectivités territoriales. Ils permettront de bien identifier les publics visés et les centres de ressources existants ou potentiels.

A cette fin, vous étudierez la possibilité de mettre en place des groupes de travail dans les départements ou régions ne bénéficiant pas de structures relais à même de jouer ce rôle, réunissant l'ensemble des structures impliquées sur le champ du théâtre amateur.

Les missions confiées aux ADDM ou ARDM pourront être élargies au théâtre, à titre expérimental. Dans le cadre de cette expérimentation, et là où cela sera opportun, ces associations pourront être chargées de piloter les états des lieux en réunissant l'ensemble des structures concernées.

Le rendu de ces états des lieux pourra donner lieu à l'établissement de répertoires des ressources, disponibles au plus grand nombre. A terme, il est souhaitable de pouvoir regrouper toutes les informations disponibles sur les pratiques et les ressources de la région sur un même site et d'en organiser la consultation possible à distance.

b) Soutien au développement de centres de ressources.

La circulaire générale sur les pratiques des amateurs développe l'ensemble des services que peut offrir aux praticiens une structure culturelle ou une équipe artistique.

Un centre de ressources doit assumer sinon l'intégralité, du moins l'essentiel de ces services.

Afin de conforter les équipes qui interviennent depuis longtemps sur le terrain, il conviendra donc de soutenir le développement des centres existants en étoffant et en élargissant les missions qu'ils remplissent d'ores et déjà en direction des praticiens amateurs.

La création *ex nihilo* de tels centres ne peut être qu'exceptionnelle et correspondre soit à une carence de structure existante, soit à des projets particulièrement emblématiques et fortement soutenus par les collectivités territoriales.

Ces centres peuvent appartenir à des réseaux divers :

L'enseignement spécialisé.

Par la nature de ses missions et par sa répartition sur le territoire, le réseau des conservatoires et des écoles de musique, de danse et d'art dramatique est un outil privilégié d'accompagnement et de qualification des pratiques artistiques des amateurs.

Il est appelé à intensifier ou établir des collaborations régulières avec les pratiques isolées ou regroupées et à ouvrir des passerelles entre ses propres filières de formation et les besoins des amateurs autodidactes. Ce champ d'action, rappelé par le projet de charte de l'enseignement

artistique spécialisé, devra être pris en compte dans les projets d'établissements qui serviront de base aux contrats d'objectifs avec les établissements d'enseignement spécialisé. Cela pourra se traduire par des offres de formations organisées pour les praticiens amateurs et leur encadrement, un soutien technique et (ou) artistique à des groupes constitués, des pratiques collectives réalisées au sein des ensembles amateurs proches, l'ouverture de locaux pour des répétitions...

Les conseils pédagogiques départementaux seront les instances privilégiées d'élaboration de ces collaborations.

Les structures de production et de diffusion.

La charte des missions de service public pour le spectacle vivant, qui redéfinit les responsabilités des organismes subventionnés dans le domaine de la création et de la diffusion, précise que les compétences et les ressources des établissements culturels doivent pouvoir bénéficier aux amateurs.

Nombre de ces établissements ont mis en place ou animent, dans le cadre d'actions de sensibilisation, des ateliers de pratique artistique, notamment de danse et de théâtre, ouverts à l'ensemble de leur public.

Ils seront incités à prendre en compte également, sur leur lieu d'implantation, les équipes d'amateurs constituées autour de projets de création, et à concevoir et mettre en place des actions d'accompagnement visant à la valorisation et la qualification de leur pratique dans le cadre de projets concertés (accompagnement professionnel pour des projets de création d'amateurs, stages spécifiques pour les responsables de groupes, offre de conditions professionnelles de représentation publique dans le cadre de rencontres...).

Les modalités de cet accompagnement sont à définir par les établissements concernés (et les artistes professionnels avec qui ils travailleront). Elles seront inscrites dans les conventions et les contrats signés entre eux et le ministère.

Les équipes artistiques.

Les compagnies théâtrales, chorégraphiques, les ensembles musicaux sont les premiers acteurs d'une collaboration avec des pratiques d'amateurs qui cherchent à progresser dans une démarche artistique.

Nombreuses sont les équipes qui œuvrent dans ce sens. Leurs initiatives seront encouragées dans le cadre de projets ouverts sur des échanges et des mises en relation.

Les lieux de ressources associatifs.

Les structures culturelles ne sauraient seules répondre aux besoins des amateurs. Il existe de nombreux lieux de ressources pour les praticiens amateurs dans les réseaux associatifs issus, en particulier, de l'éducation populaire. L'établissement de partenariat entre ces réseaux et les réseaux institutionnels sera encouragé. Pourront être soutenus les lieux de ressources associatifs repérés par les directions régionales des affaires culturelles qui devront mener avec eux de véritables politiques conventionnelles.

Les universités.

L'université est un lieu privilégié pour une pratique artistique et culturelle en tant que lieu de rassemblement, d'éducation et d'enseignement. En théâtre comme en musique et en danse, il existe de très nombreux groupes d'étudiants, parfois associés à des enseignants, réunis autour de projets de pratique artistique au sein de leur faculté.

Les contrats quadriennaux signés avec les universités pourront être l'occasion de développer un partenariat professionnel à l'appui de ces projets.

c) Mise en réseau territorial des équipes et des ressources

Si les centres de ressources sont nombreux et diversifiés, il existe encore trop peu de liens entre eux. L'enjeu d'un développement de ces lieux passe par leur mise en réseau. Cette mise en réseau sera élaborée par des structures-relais dont les missions principales s'articulent autour de l'information du conseil et de la médiation.

Les ADDM et les ARDM, lieux de collaboration entre l'Etat et les collectivités locales, ont notamment pour mission de remplir ce rôle en musique et en danse, en étroite relation avec des équipes spécialisées dans des champs précis (les Centres d'art polyphoniques, les pôles de musiques actuelles, les centres régionaux de musique et danse traditionnelles, les centres de pratiques instrumentales...).

S'agissant du théâtre, il sera nécessaire de constituer ou missionner les structures-relais les mieux adaptées. L'élargissement des missions de certaines ADDM ou ARDM à cette discipline pourra être expérimenté là où cela semble opportun.

Pour l'année 1999, les crédits qui vous ont été déconcentrés sur le chapitre 43 30 20 au titre des pratiques amateurs seront prioritairement consacrés à la mise en œuvre des états des lieux et au soutien des initiatives concourant aux objectifs définis plus haut.

Le plan de développement, élaboré cette année, sera établi sur 3 ans. Il devra être assorti d'une programmation financière pluriannuelle qui servira de référence pour les demandes budgétaires en 2000 et les années suivantes.

Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles
Dominique Wallon